



BÂTISSEURS DE CITÉS, TISSEURS DE LIENS
LE 1% TRAVAUX PUBLICS
NOUVEAU DISPOSITIF DE FINANCEMENT
POUR LES ARTS DE LA RUE

Crédits photos

Pister-bouiller !

Sylvain Borsatti et Ici-Même

La Croisée des chemins

Élodie Villate

Illustration de couverture

Projet Sputnik

Là Hors De

Atelier Le PasQueBeau

Loire-Forez

ANPU

Point de vue

Myriam Drosne et Gilles Dantze

La Fabrique des Capucins

lefourneau.com

Édité par la Fédération Nationale
des Arts de la Rue, octobre 2020,
dépôt légal n°10000000591593

Imprimé par CAVA Expression 2
114 rue de Meaux - 75019 Paris



Édito	5
1% travaux publics	6
Pister Bouillé	9
La Fabrique des Capucins	17
La Croisée des chemins	27
Projet Sputnik	37
Loire-Foréz	45
Points de vue	53
Conclusion	62
Remerciements	64

Éd

Avant la crise du covid19, lorsque nous parlions de science-fiction, nous parlions de livres ou de films futuristes. Aujourd'hui, nous sommes dans le film ou le livre de science-fiction. C'est ce que nous vivons chaque jour. Les sentiments humains sont exacerbés, les comportements sont outrés dans le bon sens ou pas du tout.

Plus que jamais, nous avons besoin d'humanité. Comment faire société dans un Monde qui paraît se déliter ? Comment inventer de nouveaux repères, de nouvelles alliances, de nouvelles complicités ?

Comment vivre la transition d'un monde suranné qui se cramponne sur des acquis complètement dépassés, voire indécents, vers un monde qui remet l'humain et l'humanité au cœur de l'intérêt général ?

On le constate depuis plusieurs années, la légitimité ne suffit plus à fonder l'action. Le système pyramidal ou vertical est à bout. Mais loin de nous en plaindre, emparons-nous de ce désir d'agir en commun. C'est cela « faire société » : devenir ou redevenir les acteurs de nos vies, de nos cadres de vie, de notre propre temporalité. C'est le formidable appel d'air que nous ressentons comme seul espoir d'un demain enchanté. Travailler à la confiance au lieu de persévérer dans la défiance.

ito

Ce premier Livret Blanc « bâtisseurs de cités, tisseurs de liens » s'adresse aux élu.e.s et plus particulièrement aux équipes municipales qui veulent associer différent.e.s professionnel.le.s (urbanistes, architectes, artistes, etc.) et les habitant.e.s de leur village, leur ville à des changements possibles au sein de leur territoire.

Donner envie, susciter le désir, au travers de six récits, six aventures totalement différentes qui impliquent des rencontres, des croisements, des possibles et des résultats formidables, enthousiasmants ou inattendus : c'est le pari que nous tentons.

Rêver, faire rêver d'un possible que l'on pensait impossible, c'est le choix qui est fait ici, via ces histoires qui impliquent tant de personnes compétentes dans des domaines divers et qui découvrent les univers des autres. Chacun.e y a sa part de créativité, d'ouverture, de curiosité, d'intelligence et de réflexion pour donner au bout du bout du sens et du corps à la co-construction.

La conclusion de chaque récit fait un parallèle avec le « 1% Travaux Publics » que la Fédération des Arts de la Rue porte depuis plus de dix ans.

Que votre lecture soit fondatrice d'une possible co-construction avec tou.t.e.s celles et ceux et qui habitent, font, fondent la cité, et la rêvent plus humaine que jamais !

Jean-Luc Prévost

1% travaux publics

Un levier pour
l'action artistique
en espace public

La Fédération Nationale des Arts de la Rue porte depuis plus de dix ans la proposition de consacrer volontairement 1% des opérations de travaux publics au soutien d'actions artistiques diverses, pour permettre à l'usager d'être mis en relation dans son quotidien avec des manifestations artistiques et culturelles pour l'espace public.

Cette proposition a notamment pour vocation de **responsabiliser les faiseurs d'espaces publics : collectivités territoriales, élus et techniciens, aménageurs, urbanistes, architectes, promoteurs et entrepreneurs de BTP et de les inciter à s'approprier une démarche artistique portant une réflexion active sur les espaces à vivre qu'ils modifient, créent ou aménagent.** L'urbanité d'aujourd'hui ne peut plus se contenter de béton et de bitume pour habiter et circuler seulement.

Les crédits dégagés pourraient soutenir et essaimer de multiples propositions et manifestations artistiques et culturelles dans les espaces publics et la vie quotidienne de leurs usagers, sans restriction de forme, de discipline, de temporalité ou de pérennisation de l'œuvre pour le plus grand bonheur de l'expérimentation et de la vitalité artistique et culturelle de chacun, participant ainsi pleinement à la construction d'un meilleur vivre ensemble.

Bâisseurs de cités, tisseurs de liens

Les exemples foisonnent d'équipes artistiques associées à des problématiques d'aménagement urbain ou rural, de prévention des risques, de travail de mémoire sur des quartiers réaménagés, voire tout simplement de l'instigation d'un nouvel imaginaire de la ville.

Cette première publication « Bâisseurs de cités, tisseurs de liens » présente différents projets d'implication artistique dans l'aménagement des territoires : de l'accompagnement au long cours d'une transformation urbaine à des interventions très courtes travaillant sur la relation, de la création de spectacles à celle de mobilier urbain, de la métropole au village.

Cette pluralité de projets et contextes nous semble précisément ouvrir le champ des possibles du 1% Travaux Publics. Les prochains ouvrages sur le thème seront l'occasion de présenter d'autres expérimentations.

Une seule condition est commune : la volonté politique d'associer les artistes à la réflexion sur l'espace public.

Philosophie du dispositif

Ce dispositif est basé sur le volontariat qui associe l'ensemble des acteurs de la ville dans la réalisation d'un projet commun – construire la ville ensemble. Il s'agit de porter la culture comme une valeur et non comme une contrainte supplémentaire. Il peut être l'occasion de mettre en œuvre une nouvelle politique culturelle en faveur du plus grand nombre, en faisant vivre artistiquement ce bien commun riche d'échange et de lien social qu'est l'espace public, idéal pour développer l'émancipation.

Synthèse du dispositif

Projets concernés : les budgets de création ou rénovation de l'espace public, budgets de travaux de voirie, de réseaux souterrains (VRD), d'opérations d'urbanisme et d'aménagements urbains (ZAC, ZUP, ZI, ZAE...), de transports, etc, à l'exclusion des bâtiments publics déjà concernés par le 1% « Artistique ».

Somme allouée : tendre vers 1% du budget

Pour quels projets artistiques ? Toutes les formes d'expressions ou d'actions artistiques dans l'espace public, pérennes ou éphémères. Ces projets devraient pouvoir être déconnectés du lieu et du moment de réalisation des travaux.



1/6



Pister

Bouiller

L'art, clef des champs

L'art, clef des champs

En elle-même, l'opération Territoires en marche, menée en 2014 à Bouillé-Saint-Paul est aussi l'une des étapes d'un travail de longue haleine sur l'espace public en milieu rural, initié par le festival BOUILLEZ ! et prolongé par le travail de la compagnie Ici-Même et de L'Interlieu.

Située au nord de la Nouvelle-Aquitaine, Bouillé-Saint-Paul n'est pas un nom inconnu des amateurs et professionnels d'arts de la rue. Ce village de 420 habitants organise depuis 1999 le festival BOUILLEZ ! L'aventure débute en 1996 avec Dominique Serreau (comédien et metteur en scène) qui donna le premier spectacle au château, acheté par la mairie. Le festival a essaimé du château vers le bourg et a stimulé les imaginations pour le devenir de l'espace public dans la commune.

En 2006, la municipalité lance un appel à projets pour un diagnostic et une étude d'aménagement paysager de la place et du territoire de Bouillé-Saint-Paul. Le groupe *Ici-Même* pose sa candidature. Ce collectif d'artistes, de scénographes, de performeurs et de vidéastes fondé par Mark Etc, est connu pour son travail dans l'espace urbain : création / détournement de mobilier, mise en scène grinçante d'une fausse solution de logement pour les sans-domicile, performances interrogeant la fabrique de la ville et notamment son traitement des marges, des invisibles, des plus précaires. N'ayant pas d'agrément en matière de travail sur le paysage, la compagnie s'est associée à un paysagiste : Denis Delbaere et son atelier *l'Interlieu*.

C'est le début d'une aventure qui va durer trois ans. L'équipe se transforme en pisteurs, au sens propre et figuré. Ils explorent la commune et débordent du cahier des charges qui portait sur le cœur de bourg pour comprendre comment fonctionnent les pratiques des habitants dans la commune et ses « périphéries ». Le dialogue est constant, non seulement avec les habitants du bourg, les usagers des chemins, mais aussi avec les services de la mairie. Le collectif, en se penchant sur la toponymie et la géographie, dresse un inventaire complet des chemins de la commune : sept boucles remarquables reliant les principaux hameaux. L'étude se conclut par une préconisation : valoriser les chemins et l'aménagement de la digue marquant le centre bourg. En 2007, le conseil municipal valide ces préconisations. Après une recherche des financements, la maîtrise d'œuvre est confiée, fin 2009, à l'équipe de Mark Etc et Denis Delbaere.



L'opération Pister Bouiller, en avril 2010, inaugure l'ouverture de chemins. Vingt artistes de différents horizons ponctuent les parcours de petites formes. Sous forme de randonnée conviviale, 800 à 1 000 personnes découvrent sculptures, œuvres

© Sylvain Borsatti

paysagères, un graffiti rural de Picpus Bel Air, des cartes postales sonores (de la compagnie *Ouïe / Dire*). Les parcours sont ponctués de concerts et de spectacles. Plusieurs des œuvres sont collaboratives à l'image du film *Welcome to Bouilléwood* de Eric Ménard & Co qui met en scène les habitants. Le succès de l'opération a conduit à renouveler chaque année des balades découvertes au printemps et à l'automne. Ainsi, Pister



© Sylvain Borsatti

Bouiller a donné l'impulsion d'une transformation de la commune, étalée sur plusieurs années et dont la deuxième phase de travaux a vu la pérennisation d'œuvres dans l'espace public.

La réussite de Pister Bouiller et au-delà, du réaménagement de Bouillé-Saint-Paul, tient là comme ailleurs à un art de la relation. Celle que les artistes ont su tisser entre des éléments disparates d'un paysage de champs, de vignes, et d'un bourg patrimonial ; celles qu'ils ont entretenues avec les habitants, au travers de méthodes d'enquête atypiques, de réunions publiques, et avec les services.

« Au départ, nous étions perçus comme des techniciens, mais nous avons parfois retourné des gens qui doutaient et qui ont

renoué le dialogue avec les élus. Notre équipe a correspondu à la dimension «inclusive» souhaitée par un maire véritablement animateur de la démocratie. » Mark Etc

Un « après » : Territoires en marche

En 2014, Frank Buffeteau, membre du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) et metteur en scène, initie à Bouillé-Saint-Paul une démarche originale de réflexion sur les territoires : « Territoires en marche » (le nom a valu quelques sarcasmes à ses organisateurs par la suite). Au cours de ce « séminaire territorial un peu joyeux », quatre communes dont Bouillé-Saint-Paul exposent des questions singulières sur leur territoires. Mais ce qui aurait pu se cantonner à des débats et ateliers a été décalé par l'intervention du collectif *Random*. Les quatre-vingt participants (élus, architectes, techniciens, artistes) ont été invités à cheminer dans la commune, à mettre leurs corps en mouvement au cours d'un atelier artistique, à une marche nocturne mise en scène par la compagnie *Aline*. L'initiative, souvent citée, a essaimé ; le travail a été prolongé avec deux des bourgs invités.

Frank Buffeteau est porteur d'une volonté de décloisonnement : « *Dans les appels à projets, il faut en finir avec la sectorisation. Accepter que des professionnels en amènent d'autres de bords différents et que cela fasse partie de l'aménagement. S'il n'y a pas mélange, c'est la sclérose. Et il faut entraîner l'habitant, sinon, il reste dans une logique de consommation. Mon objectif, c'est de réinvestir l'espace public, là où les choses se débattent* »

« *On ne peut pas dissocier l'artistique de l'urbanisme. La ville grecque est organisée autour de l'espace public. Même la question du théâtre est un élément fédérateur. L'artistique nourrit l'espace public.* » Frank Buffeteau

Et le 1% Travaux Publics ?

L'intervention du collectif se place en amont d'un projet de réaménagement et ce sont des fonds publics, notamment européens, qui permettent de la financer. Le réaménagement de Bouillé-Saint-Paul s'est inscrit dans le programme européen de développement rural LEADER et a également bénéficié du soutien de la Région. Les équipes artistiques (*Ici-Même* et *L'Interlieu*) ont été financées à hauteur de 30 000 € pour l'étude et 70 000 € pour le suivi de chantier. Sachant qu'en tout le réaménagement des travaux de la commune se sont élevés à 450 000 €.

Mais au-delà de cette dimension financière, l'intérêt du projet est notamment la confiance faite à des artistes pour imaginer comment le bourg pourrait « fonctionner autrement », pour inventer des circulations expérimentées et balisées de manière éphémère avant d'être réalisées « en dur ».

S'il plaide pour l'ouverture du domaine de l'aménagement paysager ou urbain aux artistes et pour le décloisonnement des pratiques, Mark Etc met en garde sur le recours aux procédures de consultation « *très différentes des traditions d'achats et de subventions au spectacle dont il ne faudrait pas se départir malgré une mode préoccupante des appels à projet tenant parfois lieu de démarche programmatique* ».

Mark Etc, défenseur du 1% Travaux Publics, s'interroge toutefois sur le format induit par l'appel à projets : « *Cela risque d'exacerber une concurrence déjà très présente, et d'accélérer le désengagement de la tradition d'achat et de subventions au spectacle. L'idéal serait d'assouplir ces appels, pour ne pas tout formater.* »

Frank Buffeteau défend que « *les équipes d'aménagement, d'emblée, puissent intégrer les compétences nécessaires à la réponse aux projets. Dont les artistes et les penseurs* ».

Fiche technique

Étude menée par Ici-Même et L'Interlieu

Dates

2006-2007

Budget

30 000 €

Ville : 6 000 €

Région : 24 000 €

Réalisation de la Digue

Dates

2010-2012

Budget

336 000 €

Région : 100 000 €

État : 78 000 €

Département :

57 000 €

Syndicat électricité :

5 000 €

Ville : 100 000 € (30%)

Organisation de Pister Bouiller Ici-Même

Dates

2009-2010

Budget

70 000 €

Région : 35 000 €

Leader : 20 000 €

Ville : 15 000 € (21.5%)

Réalisation de l'aménagement des places

Dates

2013-2014

Budget

180 000 €

Région : 55 000 €

État : 43 000 €

Communauté de

Communes : 20 000 €

Ville : 62 000 € (34%)



Territoires en marche

Dates

septembre 2014

Partenaires

CAUE, CNAREP

Ville et comité des fêtes organisateur du festival : participation financière de 3 600 € pour l'intervention des compagnies d'artistes *Random* et *Aline*





2/6

La

Fabrique

des

Capucins

Une aventure artistique pour que les Brestois
se réapproprient leur cité interdite

La Fabrique des Capucins

L'aménagement du quartier des Capucins restitue aux Brestois un immense morceau de ville, jusque-là inaccessible. Un projet pharaonique par son ampleur, pour lequel la ville, la métropole et la société d'aménagement ont eu à cœur d'associer les habitants au chantier. Deux structures culturelles, le Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public, Le Fourneau et le centre d'art contemporain Passerelle, ont œuvré à cette appropriation par les Brestois de leur patrimoine remodelé à travers la Fabrique Citoyenne et Poétique des Capucins.

À l'origine, il y a une zone interdite : le Plateau des Capucins. Coupant Brest en deux, elle abritait les immenses ateliers de production des navires de guerre de l'Arsenal. L'activité militaire a cessé dans les années 2000. La Ville, qui a acquis cette zone en 2011, a décidé d'en faire un pôle culturel et de loisirs au cœur d'un nouvel écoquartier. Cette Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de 16 hectares est désormais reliée au reste de la ville par un téléphérique urbain.

« C'est un site emblématique, avec un belvédère visible de toute la ville, et un haut lieu de la mémoire ouvrière et syndicale de Brest, qui abritait des milliers de salariés de métiers hautement qualifiés. Cet esprit des lieux, on a voulu qu'il soit conservé dans le projet : on souhaitait l'inscrire dans la mémoire des habitants » explique Katia Le Gall, chargée de mission Projets et Equipements métropolitains au sein de Brest métropole.

L'aménagement des Ateliers des Capucins, confié à l'architecte Bruno Fortier, prévoyait la construction de logements et bureaux dans la ZAC attenante, du téléphérique, d'une

médiathèque, de commerces et d'un cinéma dans les Ateliers, d'un Pôle d'Excellence maritime et du Fourneau. Un chantier colossal, piloté de manière tricéphale par la Ville de Brest pour la médiathèque, Brest métropole pour le téléphérique, et Brest métropole aménagement pour la ZAC. Une troïka qui s'est rapidement penchée sur l'accompagnement artistique du projet.

« *Nous sommes partis sur une procédure d'accompagnement artistique assez classique mais les résultats du concours n'ont pas convaincu* », raconte Sabine Teurtrie, cheffe de projet arts plastiques à la Direction Culture Animation Patrimoines de Brest.

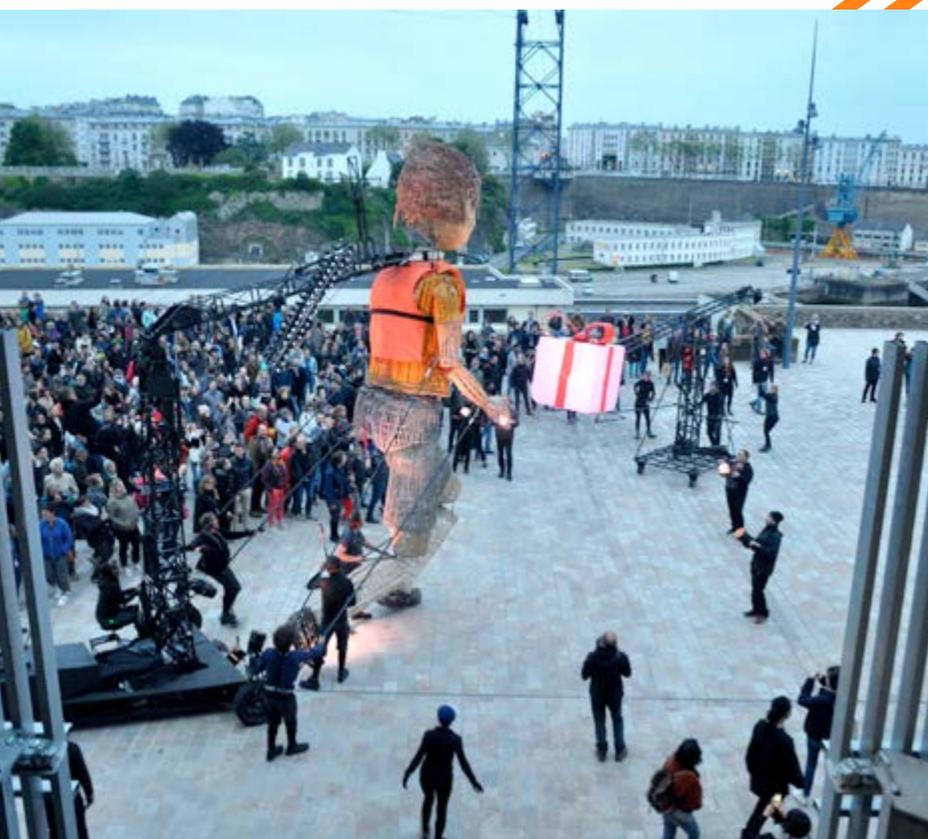


© Le Fourneau /
Christian Chardon

« *En 2014, nous nous sommes penchés sur de nouvelles pratiques de l'aménagement urbain, de nouveaux dispositifs de concertation, des axes d'expérimentation au travers de pratiques artistiques, qui exploreraient de nouveaux usages, à l'instar de celles développées par des collectifs tels que le Bruit du Frigo et le collectif Etc. Cela frayait une voie pour travailler l'urbanisme différemment* » ajoute Katia Le Gall.

Une idée s'est alors imposée : additionner les deux budgets (le 1% artistique et le budget consacré au mobilier urbain) et lancer un appel d'offres pour la production déléguée d'aménagements scénographiques pour les espaces publics des Ateliers des Capucins, et l'accompagnement de leur réalisation et de leur installation. Supervisé par Brest métropole aménagement, l'appel prenait la forme pour ses titulaires d'un accord-cadre avec deux marchés subséquents pour deux phases du projet, pour un budget total de 600 000 euros HT.

Une commande dont se sont parée deux acteurs culturels importants de la ville, *Passerelle* et *Le Fourneau*, qui ont candidaté de concert et remporté l'appel d'offre.



« *Le mariage de la carpe et du lapin ! À ma connaissance, il n'existe aucun autre exemple de coopération aussi proche entre deux milieux artistiques qui se jaugent avec pas mal de préjugés réciproques ! Nous nous sommes rendu compte que nous faisons la même chose avec des méthodologies différentes et complémentaires. Le Fourneau possède le savoir-faire nécessaire pour embarquer des personnes à une échelle importante et pour organiser de grands moments de réunion. Notre approche est plus « chirurgicale » et régulière, en direction de petits groupes et avec l'organisation de stages » explique Etienne Bernard, ancien directeur de Passerelle.*

Ces approches, la Fabrique citoyenne et poétique des Capucins a su les unir, en respectant la singularité de chacun. La mission des deux titulaires du projet était de concevoir des aménagements scénographiques uniques autour de trois exigences : l'originalité artistique, la démarche participative et la pérennité des installations. Sachant que ni *Le Fourneau*, ni *Passerelle* ne sont des designers de mobilier urbain, il a fallu trouver des artistes, aptes à co-concevoir et co-réaliser le mobilier pour l'accueil et le confort des usages, le mobilier à usage ludique, le mobilier pour des pratiques sportives urbaines. Mieux encore : à imaginer de manière participative la combinaison de tous ces usages, en inventant des formes possibles à détourner.

Convaincus que l'ouverture au public du Plateau des Capucins, territoire urbain aussi central qu'inexploré, constituait un enjeu identitaire, *Le Fourneau* et *Passerelle* ont d'emblée associé l'Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine à la démarche participative de conception des « œuvres à usages ». L'idée était au travers d'une psychanalyse poussée aussi comique que fédératrice, d'identifier au mieux, les besoins et attentes des citoyens. Côté construction, *Le Fourneau* et *Passerelle* se sont entourés en 2016 du collectif d'architectes constructeurs *Bureau cosmique* (Rennes), et en 2017 de l'équipe brestoise d'architectes, paysagistes et designers *Les ManufActeurs*. Les deux équipes partagent le goût du « faire avec », et d'une recherche du bien commun prioritairement à l'écoute des usagers.

À partir de là, la *Fabrique citoyenne et poétique des Capucins* a déployé son énergie et ses actions tous azimuts. Il serait trop long de détailler ici les multiples ateliers et événements, mais on peut en poser quelques jalons et principes.



© Le Fourneau /
Christian Chardon

Le Fourneau a placé l'ensemble des actions de découverte collective du lieu, de construction, de partage artistique, d'accompagnement, sous le signe de l'embarquement, décliné à l'envi en une dizaine de chantiers : dans les ateliers de fabrique, dans les jardins de lecture, dans le « Grand Jeu » conçu par les *ManufActeurs*... Une centaine de citoyens se sont réunis pour réfléchir en petits groupes aux usages du lieu : s'asseoir, jouer, observer, flâner, créer, détourner, etc. Ces réunions ont ponctué toute la première année de la Fabrique pour culminer dans la grande réunion « Tous aux Capucins » qui a rassemblé 40 000 personnes dans le lieu les 7 et 8 janvier 2017 pour l'ouverture de la médiathèque, célébrée par une effervescence de spectacles.

Parallèlement, *Passerelle* mettait en place « Chez Capucine », un laboratoire hebdomadaire de pratiques artistiques propo-

sant des jeux de design, de construction et d'observation, des lectures, des séances de dessin, de l'initiation à la manipulation des outils...

On est un peu pris de vertige à la vue du rythme du calendrier d'actions et l'ubiquité des acteurs. « *Il a fallu jongler entre la production scénographique et la fabrication du lieu de vie. On s'est un peu heurté aux limites du cadre de l'appel d'offre pour ce qui est de l'accompagnement, pour lequel il nous aurait fallu plus de temps* » explique Raphaëlle Masure, directrice de la communication au Fourneau.

Non sans obstacles multiples (techniques ou liés aux délais), La Fabrique a relevé le défi de sa première phase d'intervention : créer, rassembler, et expérimenter, et surtout « faire avec », en se partageant les missions entre les deux partenaires. En un an et demi, ce sont 4 000 personnes en tout qui ont participé à l'aménagement de ce lieu de vie !

« *Il faut bien le dire, notre crainte partagée était celle d'un lieu vide, qui ne trouverait pas son public. Mais l'arrivée des premiers mobiliers en bois, tables, bancs et kiosques pour se retrouver et se poser, a donné le ton. On frise désormais la surfréquentation !* » s'enthousiasme Katia Le Gall.

Cette réappropriation de la ville est l'un des acquis exaltants de *La Fabrique* ; on laissera ici la responsabilité à l'ANPU de son diagnostic sur une ville dont le passé militaire aurait marqué le rapport difficile à la liberté, mais il semblerait bien que la Fabrique citoyenne et poétique des Capucins ait fait souffler un grand vent de liberté en ramenant de la vie, de la poésie, de l'expérimental, du jeu, du mouvement dans un espace longtemps fermé. Et pour les deux structures, comme pour leurs partenaires de la ville et de la métropole, le projet a déplacé les regards et les manières de faire, autorisé le pas de côté et les chemins de traverse.

Et le 1% Travaux Publics ?

La Fabrique citoyenne et poétique des Capucins a expérimenté un mode de financement original, puisqu'elle dévie en quelque sorte le 1% artistique et le budget prévu pour le mobilier urbain en faveur d'un projet global pour faire vivre l'espace, par des installations scénographiques et surtout par leur accompagnement régulier, ludique et décalé avec les habitants.

Une dimension réellement expérimentale, à grande échelle, qui a valu au projet de bénéficier de financements complémentaires de la part de l'appel à projets « Ville de demain », géré par la Caisse des Dépôts et Consignations. La Fabrique a été lauréate en 2018 des Défis Urbains, qui récompensent les meilleures réalisations d'initiatives publiques ou privées en faveur d'une ville durable, inclusive et accessible, dans la catégorie « Coproduction de la ville / démarche *bottom up* et participation citoyenne ».

« La difficulté était de faire entrer une telle démarche dans le langage très codifié des marchés publics, et pour les structures, de se plier aux exigences de la réponse à ces marchés. La notion d'œuvre à usage, ni remplaçable par du mobilier standard, ni œuvre intouchable et irremplaçable a notamment été source d'une discussion animée, sur le fait, pour les artistes-concepteurs, de céder leurs droits d'auteur et d'accepter que leurs mobiliers puissent être refaits, détournés et recyclés par d'autres à l'avenir. Ce qui est certains, c'est que le projet a frayé de nouvelles façons de faire la ville avec ses usagers sur lesquelles il sera difficile de revenir » détaille Katia Le Gall .

Fiche technique

Porteurs de projet

Ville de Brest, Brest métropole, Brest métropole aménagement

Maître d'ouvrage

Brest métropole aménagement

Titulaires de l'accord cadre

Le Fourneau, Passerelle

Équipes artistiques

Bureau cosmique, les ManufActeurs, l'Agence Nationale Psychanalyse Urbaine (et les multiples compagnies invitées sur les différents temps forts).

Calendrier

mai 2016 - décembre 2017 pour le premier marché subséquent

septembre 2019 / décembre 2020 pour le second marché subséquent

Budget

600 000 € (400 000 € pour le premier et 200 000 € pour le second marché)

35 000 € d'ingénierie et 35 000 € d'investissement financés dans le cadre d'Ecocité.





3/6



La

Croisée

des chemins

Construire ensemble une identité artistique communale

Une identité artistique communale

Grigny et la cité de la Grande Borne font figure de cliché de ce que les médias qualifient de « quartiers sensibles ». C'est à la transformation de cette image que s'est attaqué le projet La Croisée des chemins, mené par La Constellation. En quatre ans et au travers d'une diversité d'expérimentations et de beaucoup d'écoute, ce projet a ponctué la ville d'images et de signes, relié les quartiers et transformé Grigny en une place forte du street art.

Grigny, située en Essonne, est une ville de 30 000 habitants, marquée par la pauvreté, l'extrême jeunesse et le cosmopolitisme de sa population qui compte 92 nationalités. Comme de nombreuses villes de banlieues, Grigny souffre de fractures tant urbanistiques que sociales. L'autoroute A6 y sépare les quartiers de la ville : le centre-ville, Blancs-Manteaux, la Grande Borne et Grigny 2 ; ces deux derniers étant classés en Quartiers prioritaires de la Poltique de la Ville.

En 2015, le Service Développement et Action territoriale (SDAT) de la DRAC Île-de-France met en place le dispositif « Culture, citoyenneté et vivre ensemble » dans huit villes de la région. L'objectif est d'amener les habitants à co-construire avec les artistes une autre image de leur ville, et d'éprouver, à travers l'action artistique, un « vivre ensemble », mot très galvaudé mais auquel Mehdi Idir, conseiller au SDAT, veut redonner son sens premier. Grigny fait partie des villes sélectionnées.

La Constellation, compagnie d'arts de la rue créée en 2002 par Alexandre Ribeyrolles, est solidement ancrée sur le territoire

de l'Essonne. Elle y a créé un lieu de résidences et de créations, *La Lisière*.

Le SDAT s'adresse donc à la compagnie en tant que structure de développement territorial. La commande du SDAT lui donne toute latitude pour définir son projet artistique et choisir les artistes associés avec un financement étalé sur trois ans, et renouvelable. La mission précise toutefois que, plutôt qu'un projet de création, il s'agit d'un projet de territoire dans lequel l'implication des habitants est fondamentale.

Avant même d'être le titre du projet artistique, *La Croisée des chemins* définit assez bien les volontés croisées de *La Constellation*, du SDAT, et de la Ville de Grigny.



© Elodie Villate

« Pour nous, l'activité artistique est à la fois un apport éducatif et un outil d'émancipation de la personne. Comme Grigny est souvent considérée comme refermée sur elle-même, nous avons imaginé la création de chemins de randonnée, comme les chemins de petite randonnée dans une ville où l'on se déplace beaucoup à pied. Très vite, nous nous sommes rendu compte de la multiplicité de ces chemine-



ments qui entre en résonance avec la multiplicité des origines. Il était essentiel de tenir compte de la richesse culturelle des 92 nationalités de la ville pour construire, ensemble, une identité artistique communale » explique Pascal Troadec, adjoint à la Culture de Grigny.

Ce projet est aussi un cheminement de pensée pour *La Constellation*, qui partait de son savoir-faire éprouvé en matière d'arts dans l'espace public, mais a très vite ressenti les limites de la seule programmation artistique.

« La commande du SDAT ne portait pas précisément sur l'espace public, mais nous nous y sommes inscrits naturellement, c'était notre terrain de jeu ! » précise Alexandre Ribeyrolles.

Au départ, *La Constellation* a déployé son savoir-faire en arts de la rue, répondant à l'invitation de compagnies telles que *Zur* ou *Générik Vapeur*. Mais le succès des spectacles ne lui suffisait pas.

« Les gens ne savaient pas pourquoi ils venaient. Cela nous a interrogé sur la nécessité d'une action en profondeur, du besoin de créer des signes artistiques à poser dans la ville pour créer un récit. Nous avons réfléchi aux moyens d'une appropriation artistique ambitieuse devant s'inventer de façon totalement horizontale. Nous voulions créer une « pré-médiation artistique », plutôt qu'une « post-médiation » : c'est à dire préparer à l'arrivée d'une œuvre choisie collectivement plutôt que de l'expliquer une fois imposée dans l'espace public ! »

Il fallait pour cela un outil de concertation. *La Constellation* a mis sur pied un comité de pilotage réunissant deux élus (à la culture et aux personnes âgées), une déléguée de la préfecture, des représentants de maisons de quartiers, des délégués de l'Éducation Nationale, des acteurs associatifs, représentants des espaces jeunesse, de la médiathèque, du service patrimoine, des habitants engagés. C'est à ce comité, réunissant chaque mois entre quinze et quarante personnes, qu'incombait la tâche d'écrire les cahiers des charges et les orientations des artistes, qui, une fois choisis, avaient carte

blanche pour leurs réalisations, un comité plus technique étant chargé de veiller à la réalisation.

« Ce travail de choix collectif, qui est l'ADN du projet, a eu une conséquence inattendue : très vite, de grandes ambitions sont apparues. Si Grigny s'est imposé dans le paysage du street art, c'est que d'emblée, les participants du comité ont choisi des emplacements pour des œuvres monumentales, qui vont de 150 à 600 mètres carrés ! Les habitants nous ont donné des ailes et des attentes, en refusant toute barrière et toute autocensure. Voir grand n'était pas une stratégie de communication, mais une réponse au désir des habitants. » analyse Alexandre Ribeyrolles.

« Co-construction », « pas de côté », « ambition »... Ces mots pourraient résumer l'esprit du projet, fourmillant d'anecdotes dont certaines sont emblématiques. Ainsi, une participante du comité a évoqué le nom de la styliste Myriam Maxo. C'est à cette occasion que *La Constellation* a découvert une star internationale, qui a travaillé avec dix familles de Grigny, parents et enfants confondus, pour élaborer son œuvre en septembre 2017 : « Cela a résonné

d'une manière intense dans la ville ! Et c'est une artiste que je ne connaissais pas deux mois auparavant. C'est aussi une des caractéristiques de ce projet que de nous libérer de nos acquis, de nous ouvrir à d'autres disciplines telles que le street art, dont nous n'étions en rien spécialistes et pour lequel on nous sollicite désormais ».



De fait, entre les fresques de Popay, Shaka, Aleteia, Kashink, mademoiselle Maurice, Hervé Di Rosa le street art est l'une des marques de fabrique du projet et, surtout, désormais, une facette incontournable de l'identité de la ville, qui lui a valu une exposition au ministère de la Culture en avril 2018. Mehdi Idir, conseiller du SDAT, parle de Grigny comme d'un « musée à ciel ouvert ».

L'aspect spectaculaire des œuvres plastiques monumentales ne devant pas toutefois faire oublier les multiples interventions poétiques, musicales, théâtrales, littéraires, ou le travail de cartographie de Catherine Jourdan qui a valu à la ville un article du *Monde*.

Les identités artistiques de Grigny doivent d'ailleurs se décliner au pluriel. C'est aussi au travers des choix artistiques que des communautés de la ville ont pu, pour la première fois, se voir représentées par des figures emblématiques.

« Nous souhaitions une action forte dans le quartier de Grigny 2, gangréné par les marchands de sommeil, où les personnes primo-arrivantes se font souvent exploiter. Elle a pris la forme de portraits de figures emblématiques, réalisés par l'artiste Vince sur les anciens transformateurs EDF : Ambroise Croizat, fondateur de la Sécurité Sociale, Patrice Lumumba, héros de l'indépendance et Premier ministre de la République démocratique du Congo, Sampat Pal Devi, militante des droits des femmes en Inde, Lalla Fatma N'Soumer, figure de la résistance algérienne à la colonisation française... La communauté indienne a dit qu'elle se voyait représentée pour la première fois, avec une icône, et des papas africains sont venus contrôler la bonne réalisation du visage de Patrice Lumumba ! » raconte Pascal le Troadec.

La force de cette adhésion de la collectivité est aussi marquée par la capacité du comité de pilotage ou des associations à penser parfois « contre elles-mêmes » et à remettre en question leurs propres penchants esthétiques pour privilégier l'intérêt général.



1% : une rampe de lancement



Après quatre ans et une incontestable réussite artistique, publique et médiatique, le projet de *La Croisée des chemins* est au milieu du gué, fort de plusieurs atouts : la durée dans le temps, l'adhésion des habitants et, découlant des deux premiers, la capacité à drainer des moyens qui découlent précisément des ambitions. Pour la ville, *La Croisée des chemins* est un acteur de changement d'image. En tout, selon la mairie, 25 000 à 30 000 personnes ont été touchées par les différentes actions artistiques. Le projet a aussi convaincu le conseil municipal de miser davantage sur la culture, avec des projets de création de lieux pérennes.



Fonds de dotation



Le principe d'un fonds de dotation est de collecter des fonds privés auprès d'entreprises pour leur permettre, en finançant des projets artistiques sur leur territoire, de défiscaliser une partie de leurs bénéfices. Chaque entreprise abonde le fonds de dotation bénéficie d'un reçu fiscal lui permettant de déduire de ses impôts 60% du montant de la somme versée.



S'inscrire dans cette démarche est un dispositif long et complexe, qui a demandé de *La Constellation* une formation à ses exigences et le dialogue avec élus, aménageurs, promoteurs. La Ville de Grigny a voté le principe du 1% culturel pour ses aménagements, et l'aménageur a acté le fait que les différents promoteurs financent un projet culturel. Les négociations sont en cours sur les montants pouvant être dégagés.

Il faut noter que jusqu'à présent, aussi ambitieux soient-ils, les projets ont toujours trouvé les moyens de leur réalisation. *La Constellation* s'est chargée de la collecte de fonds publics et privés, Alexandre Ribeyrolles ayant noué un contact avec le fonds de dotation Artutti, spécialisé dans l'art contemporain.

Ce projet est emblématique de ce que peut être le 1% Travaux Publics, mis en œuvre, ici, à travers le fonds de dotation et la volonté politique de la collectivité. L'ampleur des réalisations, l'ambition culturelle de la ville développée autour du projet, la nouvelle expertise acquise par *La Constellation* sont autant de points positifs. Reste qu'en l'absence de législation, le montage financier peut toujours s'avérer précaire.

Fiche technique



Calendrier

Décembre 2015
-> décembre 2020

Commanditaires

DRAC Île-de-France
via le SDAT, Ville de
Grigny

Partenaires financiers

DRAC Île-de-France,
Région Île-de-France,
Conseil départe-
mental de l'Essonne,
Artutti

Budget

Subventions

SDAT : 90 000 €
annuels de fin 2015 à
fin 2018 soit 360 000 €
réalisés

Prévisionnel :
50 000 € annuels pour
2019 et 2020

Préfecture de Région,
via un emploi de mé-
diateur : 30 000 €

Région : 120 000 € sur
5 ans

Département :
90 000 € sur 5 ans

Fonds privés et financement spéci- fiques au projet

125 000 € sur 5 ans

Bailleurs : 80 000 €
130 000 € sur 5 ans

Grand Paris Aménage-
ment : 10 000 € sur 5 ans

Financements de projets (hors subvention)

Grand Paris Sud
et Préfecture de
l'Essonne) : 20 000 €

Fonds privés déjà
acquis : 15 000 €
(Artutti + une fonda-
tion privée)

Prévisionnel :
300 000 €

Budget estimé sur 5 ans

885 000, plus 300 à
400 000 € attendus en
complément.



4/6

Projet Sputnik

Une résidence pionnière au long court
intégrée à la gouvernance du renouvellement urbain

Une résidence pionnière

Le quartier de la Duchère, qui couvre 120 hectares dans le 9ème arrondissement de Lyon, est pionnier à plusieurs égards en matière de rénovation urbaine. Il a fait l'objet d'une quasi table rase et reconstruction, accompagnées d'une action artistique au long cours menée par la compagnie Là Hors De de 2005 à 2011. Celle-ci a littéralement essuyé les plâtres de l'accompagnement artistique des projets urbains, devenu désormais plus cadré et régulier dans la métropole du Grand Lyon.

La Duchère, quartier emblématique des grands ensembles construits hâtivement pour résorber la crise du logement des années 50 aux années 70, s'est vu inscrit à partir de 1986 dans les multiples cases de la politique de la ville. En 1999, elle comptait 80% de logements sociaux et était vécue comme une « banlieue » enclavée de la ville de Lyon. Le quartier s'est inscrit dans un Grand Projet de Ville (GPV), projet global de développement social et urbain mais dont l'accompagnement culturel n'était pas prévu. La ville de Lyon a commandé en 2005 une étude au cabinet Bleu Sud, coordonnée par Fabrice Lextraît, qui a émis plusieurs préconisations : installer des artistes en résidence sur le quartier, créer un lieu culturel pérenne, renforcer le réseau socioculturel.

« Cette étude a conforté l'idée d'implanter une équipe artistique intégrée à la gouvernance du renouvellement urbain pour faire bouger les lignes, mieux sensibiliser et intégrer les habitants, mais

aussi d'interpeller les urbanistes et les politiques dans leur conception de la ville » Marc Villarubias, chargé de la coopération culturelle à la ville de Lyon

Avec la compagnie *Là Hors De*, la ville est partie sur l'idée d'une résidence, soutenue par la mairie d'arrondissement, sans idée préconçue de ce qu'elle pouvait être dans le quartier ni de son impact.

En résidence pendant six ans, *Là Hors De* a expérimenté, défriché, tracé avec une grande liberté d'action, le projet Sputnik, et ses ambitieuses Zones Artistiques Temporaires (ZAT), Zones d'Observation Originales, Zones Artistiques Virtuelles. Un Musée Éphémère, en lien avec les phases des relogements, abritaient des expositions temporaires, des œuvres participatives, des lectures et autres performances.



Très vite cette expérience a interpellé les élus sur la manière d'élaborer un projet urbain : cette première résidence a nécessité la mise en place d'un comité de suivi et permis de rassembler autour de la table habitants, structures sociales, écoles, techniciens, élus, urbanistes.

« En six ans, Là Hors De a investi une grande variété de sites et fait émerger de multiples paroles d'habitants, de parcours d'exil et aidé à rendre compte de la richesse d'un territoire où se reflète le monde entier ! » Nathalie Veuillet, metteuse en scène de Là Hors De.



@lahorsde//
projetsputnik

« Beaucoup de choses ont été expérimentées. Là Hors De a prouvé la nécessité d'avoir une équipe artistique implantée sur le long terme et de lui laisser les moyens et le temps de travailler sur un territoire » Marc Villarubias

Par la suite, la ville a mis en place des appels à projets destinés à prolonger plusieurs axes de l'action pionnière de Là

Hors De. C'est ainsi qu'a été initié un travail sur le patrimoine et la création musicale, un autre sur les langues du territoire.

« *Les cahiers des charges des résidences d'artistes sont désormais écrits avec les acteurs du territoire* ». Marc Villarubias

Porté par la MJC de la Duchère, le festival jeune public D'art et D'air, qui fête ses 9 ans, marque une pérennité de l'action artistique sur le quartier. Né en 2010, suite au Festival Duch'Aire mené par Là Hors De et repris par la MJC, l'événement fédère les habitants et favorise la mixité entre anciens



@lahorsde//
projetsputnik

et nouveaux habitants du quartier. Le projet se veut entièrement collaboratif. Composée d'habitants et d'adhérents de la MJC elle se rend chaque année dans un festival avec des enfants et leurs parents pour faire une sélection de spectacles appréciés et adaptés à la charte et au budget du festival.

Et le 1% Travaux Publics ?

Quinze ans d'action artistique à la Duchère ont incontestablement ouvert des voies. Par la suite, d'autres quartiers de Lyon en ont bénéficié et tenté à leur tour des expérimentations mixant intervention artistique, urbanisme et paysage. En novembre 2018, Lyon a accueilli les journées nationales sur les politiques de la Ville. Des propositions ont été émises et finalisées. Parmi, celles-ci, deux concernent le 1% : mettre en place un volet d'accompagnement artistique dans toutes les opérations de requalification urbaine et faire des quartiers classés « politique de la ville » des lieux d'expérimentation du 1% Travaux Publics.

« Aujourd'hui, on voit plus d'anticipation des projets, et un accompagnement social nettement plus important dans les opérations de relogement. Dans l'ensemble des opérations urbaines, l'accompagnement artistique est désormais intégré et/ou souhaité. Les résidences font désormais partie du paysage ! En revanche, nous n'avons pas réussi à faire en sorte qu'un véritable volet culturel soit inscrit dans les conventions avec l'ANRU, avec un budget fléché à cet effet. Depuis 2010, on partage le désir d'aller plus loin avec différents partenaires. Les interventions artistiques ont des crédits très limités alors que des centaines de millions d'euros sont dépensés dans les opérations de démolition/reconstruction, il y a matière à un certain rééquilibrage au service de la « poétique de la ville » et au bénéfice des habitants qui pourrait correspondre au 1 % ». Nathalie Veuillet

« La proposition d'expérimentation du 1% culture TP fait partie des 40 propositions transmises cet été au ministre. Le « protocole d'engagements réciproques entre l'Etat et la Métropole de Lyon » conclu cet été - pour faire simple la prolongation du Contrat de Ville jusqu'en 2022 - a intégré d'étudier la faisabilité de l'expérimentation du 1% culture TP. Enfin, le dossier de présentation de la nouvelle convention de renouvellement urbain de la Duchère, pour les années à venir, intègre aussi l'idée de cette expérimentation. En septembre nous verrons si nous allons au bout. Lyon avance donc sur cette expérimentation du 1% TP, et que nous pourrions ouvrir une nouvelle phase de défricheurs et défricheuses ». Marc Villarubias

Fiche technique



Calendrier

2005
/ 2011

Partenaires de projets

Structures socio-
culturelles multiples

Équipe artistique

Là Hors De

Cadre juridique

Appel à projet

Budget

90 000 € par an
+ 50 000€ par an
pendant 3 ans

Financement

Etat (Politique de la
Ville) / Ville / Région
Auvergne Rhône
Alpes/ Bailleurs
Sociaux/Caisse des Dé-
pôts et Consignations

Après 2011

Festival D'art et D'air

Budget

Entre 26 000 € et
30 000 € (dotation
globale de la MJC)

Selon les années,
ponctuellement,
apport de bailleurs
(10 000 €) et du Fonds
de dotation Souffle 9.

Autre résidences

35 000€ par an pen-
dants 3 ans

5/6



Loire

-Forez

Quand une démarche décadrée et subjective permet de fabriquer un récit commun

Fabriquer un récit commun

Le projet Loire-Forez, mené par l'Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine (l'ANPU) vise à forger un récit commun sur des territoires « mariés », plus ou moins consentants, dans une agglomération de communes. C'est précisément un travail sur l'imaginaire qui permet à ces habitants de commencer à donner du sens à leur nouvelle collectivité.

Située dans le département de la Loire à l'ouest de Saint-Etienne Métropole, et bordant les limites du Puy-de-Dôme, la communauté d'agglomération Loire-Forez comptait initialement 45 communes. Suite à l'absorption de trois autres agglomérations, elle en regroupe désormais 88 en milieu rural et en partie montagneux. Seules deux d'entre elles comptent plus de 10 000 habitants, sur un territoire très disparate de 110 000 hectares.

La fusion n'a pas fait l'unanimité auprès des élus ni des habitants. Comme elle s'accompagnait de la mise en place d'un réseau culturel de médiathèques et de bibliothèques, les deux coordonnatrices de ce réseau, Amandine Weber et Aline Redon, ont choisi de s'adresser à l'Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine pour sonder les attentes des habitants. La capacité d'analyse « décadrée » de l'agence devait permettre de poser un diagnostic sur le ressenti des habitants face à la nouvelle collectivité. La commande a été passée dans le cadre de leur conventionnement avec l'État pour l'éducation aux arts et à la culture.

L'ANPU couche régulièrement les villes et les territoires sur le divan. Inspirée par les situationnistes et la « psychogéographie », elle aborde la ville ou le territoire comme une

« personne » et préconise des thérapies aux « névroses urbaines » en se servant très sérieusement de l'humour, de la fantaisie, du regard décalé. Les séances, fondées sur un dialogue avec les habitants et usagers d'une ville, en révèlent les dysfonctionnements, frustrations et désirs de la population. L'agence est déjà intervenue dans une petite centaine de villes, agglomérations ou zones mises sur le divan, de Vierzon à Tunis et de l'île de Ré à Bruxelles.

« C'est la première fois qu'une commande porte une dimension aussi géographique. Habituellement, nous travaillons beaucoup sur l'histoire des territoires. Là, nous nous sommes concentrés sur sa représentation » explique Fabienne Quéménéur, copilote et agent de liaison de l'ANPU.



« Nous avons pris conscience d'emblée que le projet n'était pas simple, mais avons pu compter sur le concours des deux commanditaires, très engagés, précise Fabienne Quéméneur. Leur commande visait à un vrai récit de territoire, pas un support de communication ! Certains territoires sont hostiles à la fusion, et bon nombre de cadres territoriaux ont dû essayer d'incessantes querelles de chapelles. »

Lors d'une première résidence de dix jours, l'ANPU a donc sillonné le territoire, avec un camping-car acquis avec l'aide de l'agglomération, et mené ses opérations dans trois bassins de vie, autour des communes de Noirétable, Saint-Bonnet-le-Château et Boën-sur-Lignon. S'appuyant sur les associations culturelles et sociales et les mairies, elle s'est attaquée à l'élaboration d'un « Atlas psychanalytique » : une cartographie sensible, fantaisiste, humoristique des trois bassins de vie sur lesquels la compagnie s'est concentrée.

Lors d'une seconde résidence plus courte, l'équipe a procédé à la restitution de sa psychanalyse rurale sous forme de conférences théâtralisées et conclues par des « soupes à l'union », passant au mixer les éléments perçus du territoire avec ses diagnostics et proposant ses ordonnances. Ce travail de cartographie effectué par une équipe qui, selon ses mots d'introduction, « n'a en son sein ni géographe ni cartographe, tout au plus quelques cartophiles » est révélateur de l'esprit qui a animé cette mission : « poétiser un territoire, l'aider à se «renarcissiser».

Le pari n'était pas gagné d'avance : Fabienne Quéméneur évoque le contraste entre territoires joyeux et territoires verrouillés. Mais un point a été marqué lorsque à la toute fin du projet, à la suite des conférences théâtralisées, un séminaire a été organisé en urgence pour faire connaître aux cadres du territoire les préconisations de l'ANPU. « La conférence a fait un carton ! On a senti qu'on avait touché le politique au bon endroit. »

L'équipe est revenue quelques mois plus tard avec son atlas finalisé pour le présenter dans une médiathèque et en exposer ses planches. L'ouvrage est maintenant disponible dans toutes les

médiathèques de Loire-Forez. Poétique et drolatique, il décline toute la sémantique de la carte : « carte grise, carton d'invitation, carte aux trésors, carte SIM / Surnoms Inter Municipalités... Un guide subjectif, bourré d'humour et d'anecdotes qui vont de la panne de camping-car à la rencontre fortuite avec une biche » et pour le coup, une carte d'identité d'un territoire recréant de l'humain et du rire, au-delà de l'arbitraire administratif.

« Cette médiation artistique nous a permis une connaissance beaucoup plus fine du territoire et une vision de la nouvelle agglomération que nous n'avions pas forcément », constatent de leur côté Amandine Weber et Axelle Redon. D'autres projets artistiques poursuivent cette volonté de valoriser la parole des habitants, avec les *Tréteaux de France* et la compagnie *HDVZ*.

Pour l'ANPU, « Cette fabrication d'un récit commun sur un territoire émiété est un enjeu passionnant, qui concerne beaucoup de zones rurales et devrait inciter à mettre en place des démarches plus collaboratives avec les habitants. »



Et le 1% Travaux Publics ?



L'exemple de Loire-Forez ouvre des perspectives un peu décalées par rapport au 1% Travaux Publics. Nous sommes ici dans le cadre de l'aménagement humain du territoire et dans une mission singulière donnée à des artistes : intervenir comme « experts » aptes à saisir ce qui fait commun et récit partagé dans un territoire.

C'est une forme d'intervention qui peut initier des prolongements intéressants : considérer qu'il existe une forme d'« expertise artistique » légitime à s'emparer de tous les sujets de la cité et à trouver des voies décalées mais plus efficaces que les habituelles « concertations » pour faire entendre la parole singulière des habitants sur leur territoire.

Fiche technique



Calendrier

2018

Porteur de projet

La communauté
d'agglomération
Loire-Forez

Équipe artistique

Agence Nationale de
Psychanalyse Urbaine

Cadre juridique

Contrat de
co-production/
résidence pour la
partie enquête

Contrat de cession
pour les réunions
publiques « soupe à
l'union » et l'Atlas

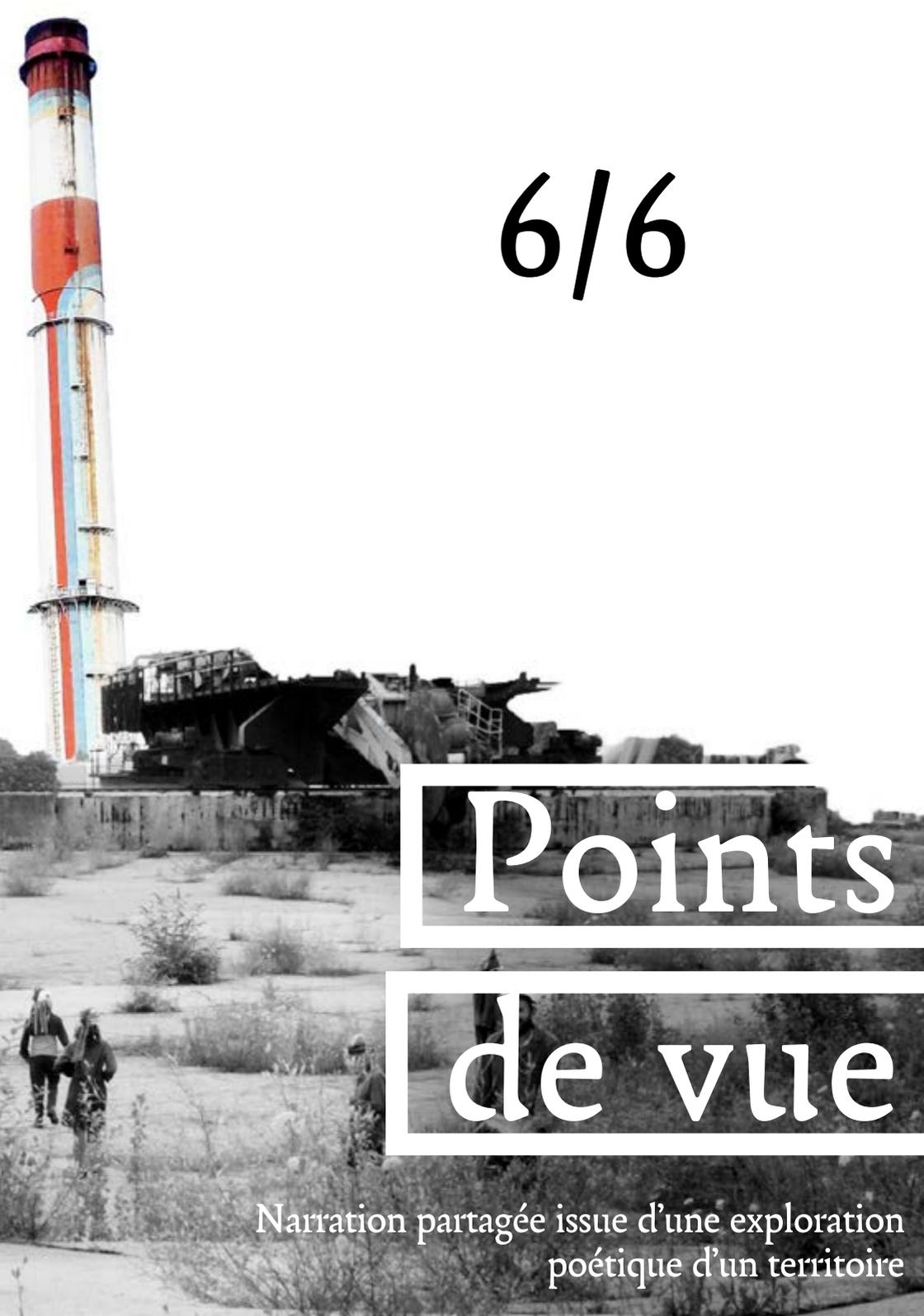
Budget

20 000 €

16 000 € pour la phase
d'enquête et restitu-
tion (financement :
Communauté d'ag-
glomération dans le
cadre de son contrat
avec l'État)

2650 € pour l'Atlas
psychanalytique
(financement : Com-
munauté d'agglomé-
ration dans le cadre
de son contrat avec
l'État)



A tall, slender tower with a red and blue color scheme stands in a desert landscape. The tower is surrounded by a concrete wall and some industrial structures. In the foreground, several people are walking through the desert. The overall scene is a mix of industrial and natural elements.

6/6

Points

de vue

Narration partagée issue d'une exploration
poétique d'un territoire

Exploration poétique

Points de vue est un projet au long cours sur un site emblématique du quartier des Ardoines à Vitry-sur-Seine : le terrain d'une ancienne centrale EDF qui a fortement marqué l'histoire de la ville. Le projet est emblématique par les perspectives qu'il ouvre, pour ses acteurs et ses habitants.

« Pour qu'un projet se fasse, il faut une volonté politique et un chef de projet motivé » (Aline Lunven, chargée d'études pour l'EPA)

Situé à l'ouest de la ville, en bord de Seine, cet immense quartier des Ardoines, de 200 hectares, à vocation initialement industrielle, fait l'objet d'un projet de réaménagement considérable à l'horizon des quinze ou vingt prochaines années. Au cœur des Ardoines, divisé entre une ZAC Nord et une ZAC Sud, un terrain de cinquante hectares accueillait le siège d'une centrale électrique à charbon alimentée par la Seine. L'entreprise historique a fermé en 2015 mais ses deux cheminées restent des sémaphores du paysage de Vitry. Elle a marqué fortement les mémoires des salariés attachés au site, et au-delà, des Vitriots marqués par l'arrêt de son activité. Confié à l'établissement public d'aménagement ORSA (Orly Rungis Seine-Amont), le projet n'est pas encore totalement défini. La ville souhaite y conserver une activité industrielle, notamment de production d'électricité, en libérant du foncier pour du logement et d'autres activités. D'ici là, le site, en zone inondable, doit faire l'objet d'une lourde opération de dépollution.

Le principe d'une action artistique sur un tel chantier a été acté rapidement entre la ville et l'aménageur. Volontariste, la politique culturelle de Vitry est marquée notamment par la forte présence des arts dans l'espace public avec la mise en œuvre du 1% artistique étendu aux promoteurs privés.

« Quand on construit des ZAC, on met en place un fonds culturel mutualisé, c'est à dire un pot commun géré par l'aménageur mandaté par la ville, abondé par 1% du montant des travaux pour chaque promoteur immobilier » explique Emmanuel Posnic, directeur-adjoint à l'action culturelle de la ville.

Mais ce dispositif concerne des œuvres plastiques pérennes, installées sur des quartiers aux projets urbanistiques finalisés. Par sa dimension hors du commun, sa durée, et sa définition encore incertaine, le projet des Ardoines convoquait



d'autres enjeux. En amont de l'aménagement, quel format d'interventions artistiques inventées, sur des espaces dont la destination finale n'est pas encore tranchée ? Comment permettre à la population de se réappropriier un quartier peu fréquenté puisque réservé, jusque-là, à l'activité industrielle ? La ville, l'EPA Orsa et EDF se sont accordés sur le désir de valoriser le patrimoine industriel et humain, de préserver la mémoire ouvrière du site *via* un accompagnement artistique pluridisciplinaire associant les habitants.

Ancrée de longue date sur le territoire de Vitry-sur-Seine, la Compagnie *TANGIBLE* y a travaillé avec de nombreux partenaires dont le MAC VAL (musée d'art contemporain), la Briqueterie (centre de développement chorégraphique



national), ainsi que les EMA (écoles municipales d'art). *TANGIBLE* mixe une pratique chorégraphique et plastique avec une approche archéologique des territoires. Cela l'a conduit à inventer une nouvelle matière, l'archéographie, qui rassemble : chorégraphes, paysagiste, créatrice sonore, costumière, danseurs... Aujourd'hui co-dirigée par Edwine Fournier et Sébastien Molliex, *TANGIBLE* a expérimenté cette démarche dans la vallée de la Bièvre, à l'initiative de l'agence *Des Ricochets sur les pavés*. Celle-ci les accompagne aujourd'hui en tant qu'opérateur culturel.

« Les habitants de Vitry n'ont pas eu l'habitude de fréquenter les bords de Seine, enclavés dans un quartier industriel clôturé de barbelés, et traversé par des camions et des voies ferrées. La démarche de TANGIBLE sur son secteur central permet d'attirer des Vitriots qui n'y seraient pas venus spontanément, de valoriser l'histoire industrielle et sociale et de préserver l'aspect emblématique des cheminées de l'ancienne usine. » détaille Emmanuel Posnic

Deux ans de tractations ont été nécessaires pour que la proposition de *TANGIBLE* devienne réalité. Les questions d'accès au site et de sécurité ont été le point de longues négociations.

« Un, il a fallu installer une relation de confiance entre les différentes personnes ; deux forcer les uns et les autres à sortir de leur zone de confort pour travailler sur un sujet commun à quatre entités ; trois comprendre les enjeux des uns et des autres. » énumère Emmanuel Posnic

Pour Judith Frydman, fondatrice de l'agence *Des ricochets sur les pavés*, *« l'alchimie est née de la mise en place des comités techniques de pilotage. Nous avons appris le langage et les codes spécifiques à chaque métier, ainsi que la temporalité de leur action »*.

Le temps est une composante essentielle de ce projet prévu pour une durée de trois ans.

À l'occasion de la première année, de mars à novembre 2018, la compagnie a découvert le site, proposant des « visites de chantiers archéographiques ».



© Myriam Drosne et
Gilles Dantzer

Elle a ensuite mené parallèlement un parcours artistique *in situ* sur mesure et deux chantiers d'action artistique. Le premier invitait des élèves du collège Rabelais à s'emparer des outils de l'archéographie et à imaginer les possibles devenirs du site. Le second s'est penché sur la mémoire vivante du site en allant chercher les témoignages des anciens salariés d'EDF. À l'issue de ces ateliers menés à l'année, symboliquement les anciens de la centrale ont transmis aux jeunes leurs bleus de travail « revisités » au cours d'une cérémonie « d'inauguration de la démolition des parcs à charbon ».

Ces différentes étapes ont nourri la création *in situ*, de *Transformateur*, associant tous les artistes « archéographes » pour dessiner un parcours artistique pluridisciplinaire. 350 spectateurs ont assisté aux cinq représentations.

« *Les visites de chantiers, les rituels de passation et la création ont été des temps de brassage : brassage de générations, brassage de la population de Vitry se réappropriant le site, et de spectateurs venus d'ailleurs* » explique Judith Frydman.

Le projet est à mi-parcours. Mais l'opportunité d'agir sur un temps long est déjà un atout. « *Cela permet de comprendre les enjeux, que ce soit en amont ou pendant le temps même de la réalisation. C'est très précieux. Il faut cette durée, ne serait-ce que pour appréhender le langage des différents corps de métier et être écoutés en tant qu'équipe artistique apportant autre chose qu'un supplément d'âme* » ajoute-t-elle.

Par ailleurs, sur le projet non finalisé, l'amorce d'un dialogue avec les urbanistes, chefs de projets, etc. est une aventure en soi : de quelle manière l'action artistique pourra-t-elle croiser d'autres visions de professionnels ? Ce dialogue n'en est qu'à ses débuts.

Aline Lunven souligne la singularité de cette démarche et ce qu'elle peut apporter à la pensée même de l'aménagement : « *Habituellement, l'intervention artistique vient clôturer et compléter un projet achevé. Là, ce sont eux qui nous nourrissent.* »

Pour Emmanuel Posnic, « *c'est une figure avancée de ce que peut être l'accompagnement artistique et culturel de la ville en mutation. Il est intéressant d'en passer par là avant de formaliser une politique municipale. C'est un projet sur lequel on peut s'appuyer pour penser l'accompagnement artistique et culturel de la rénovation urbaine, et concevoir la création dans l'espace public autrement que par le seul fait des arts plastiques* ».



Et le 1% Travaux Publics ?

Ce projet s'inscrit totalement dans la philosophie du 1% puisqu'il fait dialoguer en amont : élus, services, aménageurs et artistes. À suivre d'autant plus que l'aménagement pharaonique des Ardoines est l'un des multiples chantiers qui vont ponctuer le Grand Paris.

Les freins portent en revanche précisément sur le gigantisme du projet et la complexité du montage administratif. L'EPA ORSA est désormais relié à Grand Paris aménagement. Et le milieu des aménageurs est divisé entre ceux qui souhaitent précisément innover dans leur manière de faire, et pour lesquels l'action artistique peut être un levier pour impliquer les habitants, et l'approche plus classiquement commerciale. Il faut aussi un budget, et la compagnie a dû aller en chercher près des deux tiers auprès d'autres partenaires pour la première année, le projet urbain n'en étant qu'à son esquisse, à l'étape de la démolition, et non à celle de la reconstruction.

Aline Lunven affiche son intérêt pour le dispositif qui « pourrait aider les aménageurs à concevoir des espaces publics pouvant accueillir des représentations, avec les réseaux électriques nécessaire. Cela peut servir le spectacle vivant comme l'usager du quotidien. D'où l'intérêt de travailler avec des artistes sur ces sujets ».

Fiche technique



Calendrier

mars 2018
/ mars 2021

Partenaires de projets

La Ville de Vitry,
l'EPA Orsa, EDF.

Équipe artistique

La compagnie
TANGIBLE

Cadre juridique

Initiative conjointe
de la ville de Vitry-
sur-Seine, de l'EPA
ORSA-GPA et d'EDF

Financements annuels

Ville de Vitry
10 000 € (plus soutien
logistique en nature)

EPA Orsa
10 000 €

EDF
15000 € (plus soutien
humain en nature)

Financements publics complémen- taires en 2018

Drac Île-de-France :
10 000 € + 9 000 €
SDAT (culture et lien
social)

Région Île-de-
France : 10 000 €

Département Val-de-
Marne : 5 400 €

CGET : 3 000 €

Partenaires privés complémentaires en 2018

Eiffage : 15 000 €

Groupe Brémond :
5 000 €

Financements complémentaires en 2019

Drac Île-de-France :
10 000 € + 7 500 €
SDAT (résidence en
milieu scolaire)

CGET : 3 000 €

Groupe Brémond :
5 000 €

Caisse des dépôts :
6 000 € (production
en cours)



Conclusion

Vous venez de découvrir six récits, six projets d'implication artistique dans l'aménagement des territoires pour illustrer la proposition que porte la Fédération Nationale des Arts de la Rue depuis plus de dix ans : consacrer 1% des opérations de travaux publics au soutien d'actions artistiques diverses, de l'accompagnement d'une transformation urbaine à la création de spectacles, de la métropole au village. Défendre la portée philosophique du 1% Travaux public, c'est oeuvrer pour donner la place qui revient au rêve ou à l'imaginaire dans la société toute entière et se donner collectivement les moyens de répondre à des droits fondamentaux : réappropriation collective des espaces publics, liberté de les habiter, liberté de faire culture, exercer la souveraineté citoyenne. Et si les liens ne se voient pas toujours à l'œil nu, ne sont ni quantifiables ni évaluables, sans eux une société se disloque. Protégeons ce qui nous lie.



Remerciements



Valérie de Saint Do pour l'enquête et l'écriture de la première mouture, ainsi que pour son sens du discernement !

Nathalie Veuillet, Marie Burdin, Marc Villarubias (La Duchère)

Fabienne Quéméneur, Charles Altorffer, Amandine Weber, Axelle Redon (Loire Forez)

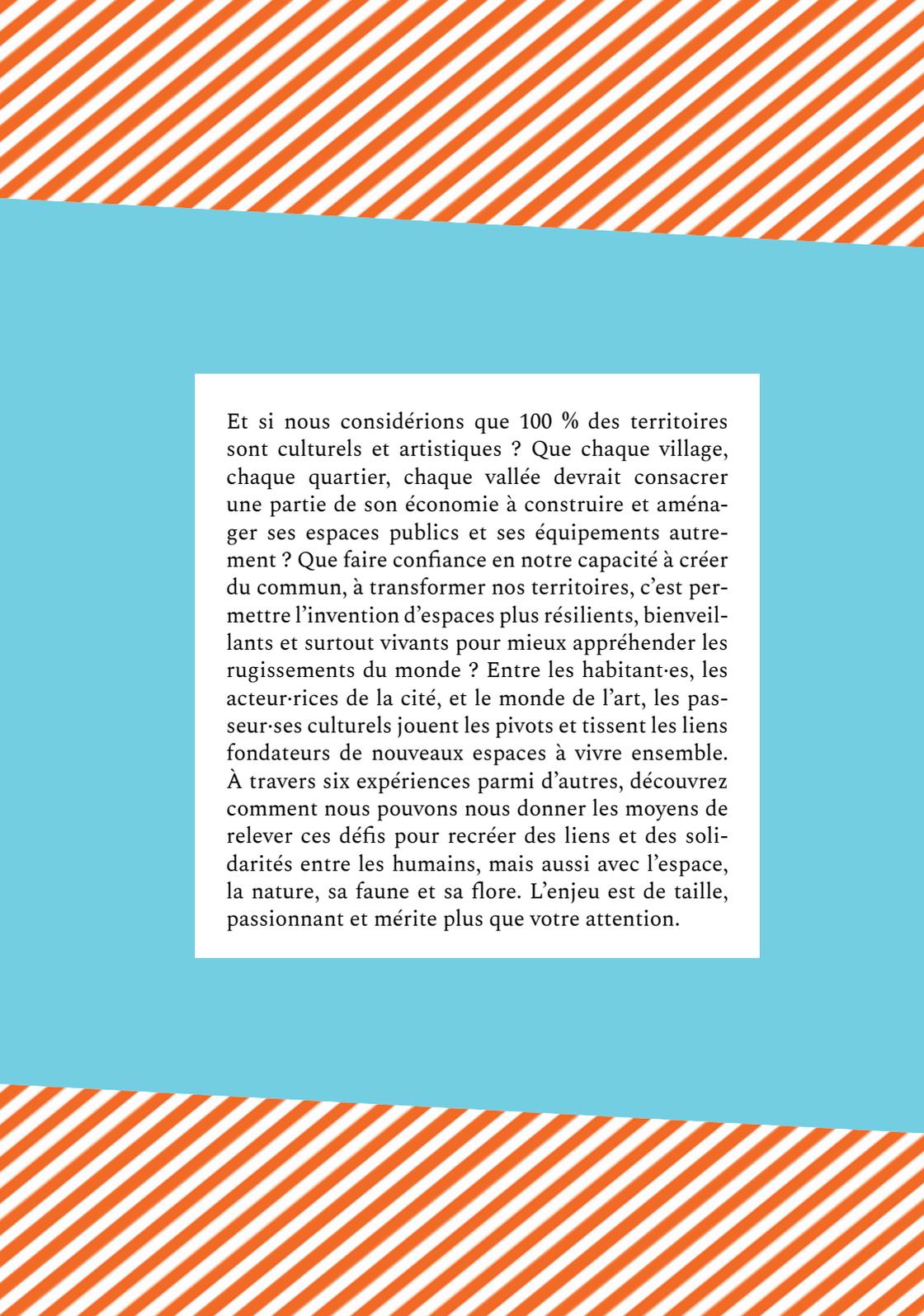
Jean Giret, Mark Etc, Frank Buffeteau (Bouillé Saint-Paul)

Judith Frydman, Aline Lunden, Emmanuel Posnic, Edwine Fournier (Vitry)

Raphaëlle Masure, Katia Le Gall, Sabine Teutrie, Etienne Bernard, Caroline Raffin (Les Capucins/Brest)

Alexandre Ribeyrolles, Mehdi Idir, Pascal Troadec (Croisée des chemins)





Et si nous considérions que 100 % des territoires sont culturels et artistiques ? Que chaque village, chaque quartier, chaque vallée devrait consacrer une partie de son économie à construire et aménager ses espaces publics et ses équipements autrement ? Que faire confiance en notre capacité à créer du commun, à transformer nos territoires, c'est permettre l'invention d'espaces plus résilients, bienveillants et surtout vivants pour mieux appréhender les rugissements du monde ? Entre les habitant-es, les acteur-rices de la cité, et le monde de l'art, les passeur-ses culturels jouent les pivots et tissent les liens fondateurs de nouveaux espaces à vivre ensemble. À travers six expériences parmi d'autres, découvrez comment nous pouvons nous donner les moyens de relever ces défis pour recréer des liens et des solidarités entre les humains, mais aussi avec l'espace, la nature, sa faune et sa flore. L'enjeu est de taille, passionnant et mérite plus que votre attention.